

## De plus en plus de réfugiés du Burundi choisissent la région d'Ottawa

ICI.Radio-Canada, 7 février 2018 Un nombre de plus en plus important de réfugiés provenant du Burundi s'installent dans la région de la capitale nationale, selon les données des décisions de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) obtenues par CBC. [Photo : Justine Nkurunziza a quitté le Burundi en 2016. Elle enseigne aujourd'hui l'anglais et le français aux employés du gouvernement. Photo : Sandra Abma.]

Selon ces données, plus de 400 Burundais ont demandé le statut de réfugié à Ottawa de 2013 à 2017, dont 180 demandes l'an dernier seulement. Au cours de cette période de cinq ans, Ottawa a attiré plus de demandeurs d'asile du Burundi que toute autre ville canadienne, incluant Montréal et Toronto. Selon Louisa Taylor, directrice de l'organisme Réfugiés 613, bien que ce soit l'arrivée des Syriens qui ait fait les manchettes, les organismes communautaires doivent composer avec un afflux toujours croissant de réfugiés en provenance du Burundi depuis 2015. « Ils ont besoin de services. Le plus grand besoin est pour l'hébergement, des refuges d'urgence, et bon nombre d'entre eux se voient refuser l'accès », souligne-t-elle. Le caractère bilingue d'Ottawa figure parmi les attraits de la ville, selon Justine Nkurunziza, une Burundaise arrivée au pays en 2016. « Nous cherissons le français et nous aimons y ajouter de l'anglais. Nous voulons vraiment améliorer notre anglais, et cela attire bien des parents à Ottawa », explique-t-elle. Bon nombre de réfugiés du Burundi qui arrivent dans la capitale ont quitté de bons emplois et voient la capitale comme un endroit où ils pourront reprendre leur carrière. « La plupart d'entre eux sont éduqués ou sont des gens qui ont des moyens », estime l'avocat spécialisé en droit de l'immigration Jacques Bahimanga, lui-même originaire du Burundi. Il explique que c'est une tranche instruite de la population composée de professionnels, de fonctionnaires, de journalistes et d'étudiants qui s'est opposée au président et qui a décidé de quitter le pays pour des raisons de sécurité. « Ceux qui ne sont pas partis sont en prison ou ont été tués », souligne-t-il. Selon les données obtenues par CBC, le taux d'acceptation pour les demandeurs d'asile est en hausse au pays. À Ottawa, le pourcentage de demandes acceptées a presque doublé en cinq ans, passant de 48 % en 2013 à 84 % en 2017. Le Burundi, dont la langue officielle est le français, traverse une grave crise politique et connaît une vague de violence depuis que le président Nkurunziza a décidé de briguer un troisième mandat, qu'il a finalement remporté en juillet 2015. Note méthodologique: Les données utilisées ont été obtenues de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Au total, 89 517 demandes ont été conclues entre le 1er janvier 2013 et le 30 septembre 2017. Les données concernent les individus qui ont fait des demandes de protection au Canada, et n'incluent pas les réfugiés parrainés de façon privée ou par le gouvernement.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});